



SOIX  
ET UNE  
PIASTRES,  
C'EST  
TROP  
CHER.

JE SUIS  
TANNÉE  
DE  
MARCHER!

PASSE  
REDUITE OU  
ON RESTE SUR  
LES  
MÉDICAMENTS  
ENTENDEZ-  
NOUS!



# David contre Goliath

## ou comment détenir un pouvoir sur sa vie

Un nombre impressionnant d'adultes des groupes d'alphabétisation populaire montréalais doivent limiter leurs déplacements en raison du coût élevé des transports en commun. Devant cette triste réalité, certains d'entre eux se sont mobilisés, avec l'aide de formatrices et de formateurs, pour revendiquer un tarif alpha.

**Christian Vaillant,**  
formateur, Centre de lecture et d'écriture  
(Montréal)

Décembre 2004. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) organise une rencontre régionale avec des organismes membres de Montréal. Le but est de discuter de nos pratiques quotidiennes. L'ambiance est sympathique, on parle des participantes et des participants, de leurs difficultés, de leurs petites victoires et de leurs grandes réussites.

Des formatrices et des formateurs parlent des augmentations successives du tarif du transport en commun: *24% en 18 mois, c'est trop*, dit l'une. *Comment les personnes qui fréquentent nos groupes peuvent-elles payer un abonnement mensuel à 61 \$?*, avance un autre. Chacune, chacun évalue les répercussions sur les membres de son groupe. Il faut faire quelque chose! Depuis trop longtemps, les groupes d'alphabétisation populaire de Montréal tiennent de beaux discours sur les luttes à mener sans manifester la volonté ou l'énergie de dépasser le propos et de tenir une action collective.

Quelqu'un propose de former un comité. Un comité d'action? de coordination? Personne ne sait vraiment... et puis vient une question importante: *Ai-je véritablement le temps de m'investir? Je n'ai déjà pas le temps de donner mes ateliers! C'est vrai que c'est un problème, mais les participantes et les participants de mon groupe ne sont pas très mobilisés, alors...*

On sent plein d'hésitations (dites ou non dites) dans la salle. Les plus téméraires finissent par lever la main, et cinq formatrices et formateurs se disent prêts à s'engager<sup>1</sup>: le comité existe. Rapidement, on le baptise afin qu'il ne disparaisse pas dans les limbes. Le Comité urbain de lutte (CUL), c'est son nom, n'a plus qu'à relever ses manches, car il a beaucoup de pain sur la planche.

Pour vivre, le Comité doit se nourrir de celles et ceux qui sont au cœur du débat, du combat: les participantes et les participants des groupes d'alphabétisation populaire de Montréal. Il doit chercher à la source ce qui alimentera la réflexion et l'argumentation, ce qui déterminera les stratégies à entreprendre. Le mot d'ordre est donné: consulter les participantes et les participants, non seulement pour vérifier les perceptions, mais aussi pour que cette bataille soit vraiment la leur.

### Mettre en mots ses revendications

Première réunion du Comité. On collige les renseignements des groupes. La réalité dépasse les suppositions: depuis longtemps, les participantes et les participants n'utilisent plus les

transports en commun; dans le cas contraire, ils achètent un ou deux billets par semaine ou partagent une carte mensuelle avec les autres membres de leur famille. Les participantes et les participants sont donc très motivés à livrer un combat.

Mais comment amorcer une lutte d'une telle importance tout en maintenant des ateliers de lecture et d'écriture, comment rallier le plus grand nombre de groupes? Une proposition est finalement formulée: les formatrices et les formateurs pourraient inciter les participantes et les participants à rédiger en atelier des lettres pour Claude Dauphin, alors président de la Société de transport de Montréal (STM). Conçues sous forme de témoignages, elles exprimeraient ce que représente pour les adultes des groupes l'augmentation du tarif de transport.

Plus de 70 lettres, toutes émouvantes et évoquant parfois la colère ou la tristesse de ne pas pouvoir se rendre dans son groupe d'alphabétisation, chez un ami ou un parent, sont écrites et envoyées à des dirigeantes et à des dirigeants politiques (à l'échelle locale, municipale, régionale, provinciale ou fédérale). En retour, certains élus envoient des messages d'appui, qui sont lus en groupe.

Pour en arriver à ce résultat, il a fallu beaucoup de travail. Première étape, la rédaction des lettres collectives. Toutes et tous ont d'abord émis des idées qui, parfois, portaient dans tous les sens. Les formatrices et les formateurs ont réussi ensuite à obtenir un consensus. Enfin, un travail de correction et de reformulation a été effectué. D'autres

adultes plus avancés ont écrit des lettres individuelles. Deuxième étape, les réponses des députés. Elles ont été lues dans les ateliers. Bien des termes utilisés, pas toujours simples, ont dû être expliqués.

Ainsi, les participantes et les participants ont parlé au nom de leur groupe ou en leur nom à des personnes publiques – néanmoins des inconnus – pour manifester leurs difficultés. Certains de ces gens de pouvoir les ont encouragés. Ils n'étaient plus seuls.

(Cela étant, Christian, l'auteur de ces lignes, se désole un peu: les participantes et les participants de son groupe ne semblent pas très motivés. Ils ont bien écrit des lettres, mais parce que le «professeur» l'avait demandé. Certes, quelques-uns sont touchés par la lutte, mais dans l'ensemble, ils ne sont pas très préoccupés par le transport en commun, car ils viennent au centre en voiture, à bicyclette ou à pied s'ils habitent à côté.)

### Se faire connaître

En parallèle avec le travail effectué dans les ateliers, le Comité urbain de lutte mène une campagne de visibilité et de sensibilisation. Pour ce faire, il envoie d'abord des communiqués de presse aux médias électroniques et écrits<sup>2</sup>. Ces derniers s'intéressent au manque d'accès aux groupes d'alphabétisation, à l'analphabétisme ou à l'importance de revendiquer une tarification sociale.

Ensuite, pour être certain d'avoir un impact, le Comité s'emploie à attirer l'attention du monde politique et décide de se rendre dans les endroits

<sup>1</sup> Les courageuses, les courageux, mais surtout les inconscientes, les inconscients, qui ont levé la main proviennent du Tour de lire, du Centre d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA), de La Jarrigoine, de L'Atelier des lettres et du Centre de lecture et d'écriture.

<sup>2</sup> Arrondissement.com, Le Devoir, Journal du plateau, Nouvelles de l'est, La Presse, Progrès de Villeray, Radio Centre-ville, Tour d'y voir et Voix populaire.

décisionnels. Le premier bastion est le Conseil municipal de la Ville de Montréal.

Depuis plus de deux ans, les cols bleus sont en conflit avec le maire, et le Conseil municipal est leur lieu de revendication. Pour simplement avoir l'occasion de s'exprimer, deux membres du Comité doivent faire la queue pendant six heures. L'atmosphère est lourde, les cols bleus, agressifs, les élus, tendus. Prendre la parole dans ces conditions se révèle ardu. Les deux délégués ont l'impression de faire partie des jeux du cirque romain: les lions leur tourment autour et les tribuns les regardent du haut de leur piédestal. Mais ils interviennent quand même, témoignent des difficultés des participantes et des participants, et se font connaître des élus.

### Aller au front

Le Comité urbain de lutte contre la STM, c'est un peu David contre Goliath: un «méchant» combat! Quelles actions mener pour obtenir gain de cause? Quelles stratégies utiliser?

Le Comité décide d'organiser une assemblée des participantes et des participants des groupes. Le 11 avril, ils sont plus de 70. La glace est brisée et l'isolement aussi. Ils sont invités à témoigner de leurs problèmes, puis à définir des actions et des moyens pour mener la lutte. Il leur faut notamment décider de ce qu'ils veulent réclamer à Claude Dauphin: un tarif particulier ou la gratuité pour le transport en commun. Les discussions sont animées, chacune, chacun y va de ses arguments. Enfin, c'est le suffrage: les participantes

et les participants, à l'instar des étudiantes et des étudiants, votent pour un tarif alpha. De plus, ils décident de manifester au grand jour leur mécontentement.

Dès lors, le Comité urbain de lutte met en place des moyens pour faciliter le passage à l'action, pour accompagner les participantes et les participants dans leur revendication, et pour s'assurer d'une bonne communication entre les groupes.

Par ailleurs, il doit être prêt à agir en fonction de l'actualité, car le transport en commun fait souvent la une des journaux montréalais. Il doit réfléchir vite, tout en tenant compte des directives des participantes et des participants, puisque ce sont eux les patrons. Le Comité urbain de lutte n'est que la courroie de transmission entre leur énergie et l'inertie des pouvoirs publics. Il apprend son métier au fur et à mesure et, dans ce contexte, il lui est parfois difficile de garder en mémoire les objectifs et les souhaits des participantes et des participants.

Une évidence toutefois s'impose: le Comité manque de munitions. Certes, sa revendication est claire, mais il ne sait pas comment fonctionne l'ennemi, quelle est sa tactique, quelles sont ses armes. Pire encore, il ne connaît pas son langage. Trois membres se procurent *Le plan d'action stratégique 2004-2013* de la STM et le décortiquent pour établir une solide argumentation.

La lutte s'intensifie! On prépare la manifestation. Dans les ateliers, les participantes et les participants trouvent des slogans, répètent une

chanson et préparent des témoignages. En mai, plus de 90 personnes représentant 8 groupes populaires d'alphabétisation de Montréal<sup>3</sup> investissent la station de métro Berri-UQAM et la rebaptisent Station solidarité. Des formules-chocs sont scandées: «Dauphin, montre-nous que tu es fin!», «Rendez le transport populaire!», «Pas d'argent, pas de passe d'autobus, pas de cours d'alpha!». Et sur l'air de *Si j'avais un char* de Steve Faulkner, le chanteur québécois, nos 90 choristes entonnent le refrain suivant:

«Si j'avais une passe,  
Ça changerait ma vie  
J'irais m'promener su'l bord  
De mon centre d'alpha.»

Les participantes et les participants interpellent les usagères et les usagers du métro pour leur distribuer des prospectus, leur parler de leurs

**Le Comité urbain de lutte n'est que la courroie de transmission entre l'énergie des participantes, des participants et l'inertie des pouvoirs publics.**

difficultés et de leur revendication. Des badauds s'arrêtent pour les interroger sur la manifestation.

Un encouragement supplémentaire vient fouetter leur moral. Le Comité urbain de lutte est récompensé par le prix Roma-Lavoie remis à un projet visant une plus grande justice sociale. C'est aux participantes et aux participants que revient ce prix, sans lesquels rien n'aurait été possible.

Ils se sont affirmés sans honte.

(Pendant ce temps, notre formateur se morfond toujours un peu : son groupe, ce jour-là, n'a que deux participants ! Je ne dois pas savoir m'y prendre. Je me suis embarqué dans une action qui n'intéresse pas «mes» participantes et participants. Tant d'interrogations qui le taraudent et le font se remettre en question.)

### Se battre avec ardeur

Le dépôt du prochain budget de la STM est prévu le 6 décembre et des élections municipales ont lieu en novembre. Le Comité urbain de lutte doit maintenir la pression.

Le 8 septembre, lors de la Journée internationale de l'alphabétisation, le Comité rassemble au Centre d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri plus de 100 participantes et participants<sup>4</sup>. Il faut absolument définir le tarif alpha.

En petits groupes, avec les formatrices et les formateurs, ça discute fort. Mais il demeure difficile de s'entendre sur un tarif. Entre 10\$ et 32,50\$, tous les prix sont annoncés. Finalement, on retient la moyenne : 22,25\$. Le Comité aura donc le mandat de revendiquer un tarif



Photo : Christian Vaillant

alpha à 22,25\$. Pour l'appuyer dans sa tâche, les participantes et les participants décident de faire circuler une pétition qui sera déposée le 6 décembre.

Lors de l'assemblée générale du RGPAQ, en octobre, la lutte prend une autre dimension. Chaque groupe membre repart avec des documents... De toute la province, des pétitions nous parviendront ainsi que des lettres d'appui.

Le Comité multiplie les interventions dans divers lieux de décision : le conseil d'administration de la STM, les forums citoyens, les conseils d'arrondissement. Dans certains cas, des participantes et des participants témoignent.

Lors d'une autre assemblée organisée par le Comité, la décision est prise

de tenir une conférence de presse le 3 novembre. Le temps presse, car le 6 décembre approche... On en profitera pour faire signer la pétition.

La veille de l'événement, Jacques Demers, l'ancien entraîneur du Canadien de Montréal, annonce aux médias qu'il est analphabète ! Rien de mieux pour sensibiliser la population. Les participantes et les participants demandent allègrement une signature aux passantes et aux passants près du métro Mont-Royal. Résultat : 1600 personnes soutiennent le tarif alpha.

Plus de 110 participantes et participants sollicitent la population, parlent des obstacles qu'ils doivent surmonter quotidiennement. Encore une fois, ils sont au centre de l'action.

4 Le Centre Alpha-Sourd de Montréal et le Centre Alpha-Sourd Rive-Sud ainsi que le Centre de liaison pour l'éducation et les ressources culturelles (CLERC) sont maintenant dans la lutte.

(Dans son coin, notre formateur est enfin satisfait: les participantes et les participants de son groupe se sont mobilisés et ont recueilli plus de 250 signatures en un mois. Il comprend enfin que l'important est de trouver les bons outils pour les bonnes personnes. Chacune, chacun à son niveau, dans son milieu, est prêt à s'engager s'il peut s'appropriier des mécanismes ou des moyens et les utiliser en fonction de sa réalité.)

### **Perdre une bataille mais non la guerre**

5064! C'est le nombre total de signatures obtenues depuis septembre. Les participantes et les participants ont rencontré 5064 personnes pour leur parler de leur démarche. C'est toute une force en mouvement que plus rien ne peut arrêter! Ils sont une soixantaine à se rendre au conseil d'administration de la STM, le 6 décembre. Certains témoignent: «J'ai un fils de 15 ans, c'est important qu'il aille à l'école, alors je lui paye sa passe. Mais moi, je ne peux pas me la payer, donc je vais à pied à mon centre d'alpha.»

En entonnant leur fameux refrain sur l'air de *Si j'avais un char*, les participantes et les participants répartissent les nombreuses signatures de la pétition à l'intérieur de bas usés qu'ils déposent dans une grande boîte sur laquelle on peut lire: «Le droit d'apprendre... et de s'y rendre.»

Le lendemain, la STM annonce une hausse de 2\$! Notre colère n'a d'égale que son obstination.

### **Un soutien inattendu**

Le jour de notre intervention à la STM, nous recevons une réponse positive à notre demande de financement de la part de la Fondation Béati<sup>5</sup>. La lettre est des plus encourageantes: «Le projet [...] tient compte des besoins et de la réalité vécue par les personnes analphabètes avec lesquelles il se réalisera. Le comité (de sélection) a aussi accueilli avec joie la volonté des groupes d'alpha d'entreprendre une action commune.»

Le soutien de la Fondation Béati nous fait chaud au cœur: non seulement elle vient appuyer les participantes et les participants dans leur combat, mais aussi elle contribue à la reconnaissance du travail effectué par le Comité urbain de lutte. Pour que la lutte des participantes et des participants prenne corps, elle doit d'abord exister aux yeux des autres (médias, groupes communautaires...).

### **La vraie victoire**

Allons-nous obtenir un tarif alpha? Que cela se réalise ou non, la vraie victoire restera celle des participantes et des participants: ils ont dénoncé une injustice dont ils sont victimes, ils se sont tenus debout face au pouvoir public et ils se sont engagés dans une démarche qui les concerne, sans oublier de faire la fête à chaque gain.

Le vrai Goliath n'est peut-être pas la STM, au fond, mais les peurs et les angoisses des participantes et des participants à combattre les préjugés et à témoigner de leurs difficultés à prendre leur place dans notre société. Peut-être est-ce aussi le système dans toute sa complexité qui craint les démarches collectives. En tout cas, David, c'est incontestablement les participantes et les participants, qui ont su se mobiliser, écrire des lettres, trouver des slogans, des actions et revendiquer une plus grande justice sociale. «Nous ne savions pas que c'était impossible, alors nous l'avons réalisé ensemble<sup>6</sup>!»

**La vraie victoire restera celle des participantes et des participants: ils ont dénoncé une injustice dont ils sont victimes, ils se sont tenus debout face au pouvoir public et ils se sont engagés dans une démarche qui les concerne, sans oublier de faire la fête à chaque gain.**

5 Fondation privée, active depuis plus de 15 ans au Québec, qui soutient des projets favorisant le renouvellement des pratiques sociales et pastorales. Pour la Fondation, un monde juste et solidaire se bâtit avec les personnes et les communautés exclues, dans des communautés humaines et inclusives, tant au sein des organisations communautaires qu'au sein de l'Église, où ces personnes et ces communautés apprennent à exercer leur pleine citoyenneté. Tiré de son site Internet : [www.fondationbeati.org](http://www.fondationbeati.org).

6 Devise du Centre de services communautaires du Monastère.